



En ce jeudi 05 décembre 2024, **FO JUSTICE** était devant la porte du centre pénitentiaire de Perpignan. La veille la motion de censure a été votée et le gouvernement BARNIER démissionnaire. Cette journée d'action a été maintenue parce qu'elle est nécessaire pour montrer au gouvernement précédent et surtout au futur gouvernement que **FO JUSTICE** est déterminé à refuser en bloc les mesures qui allaient nous être imposées.

- Les 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie.
- La réduction de la rémunération à hauteur de 90 % par jour de maladie au lieu des 100 % actuellement.
- Un second jour férié non comptabilisé, qui se traduit par : travailler 7h de plus gratuitement ou la perte du CA supplémentaire.
- La suppression de la GIPA.
- Le gel du point d'indice.
- La baisse des remboursements des médicaments à la pharmacie.
- La baisse des remboursements des visites chez le médecin.

Par notre présence devant la porte nous montrons que nous n'accepterons pas ces mesures trop injustes et impopulaires.

En ma qualité de secrétaire local, j'ai profité de la présence d'élus FO nationaux PS et PA pour faire un point sur le mal-être qui sévit sur notre établissement.

Prise de parole devant l'établissement.

Le point sur les effectifs de personnel de surveillance. Le 5 décembre 2024, 180 surveillants sont affectés au centre pénitentiaire de Perpignan. Si on enlève les CLD, CLM et détachés permanents on arrive à un effectif disponible de **171 / 206 soit un négatif de moins 35 personnels et un taux de couverture de 83 %.**

En 2025 ce fossé abyssal va encore se creuser puisque 8 collègues ont déjà posé leur retraite et 7 autres connus à ce jour vont leurs emboîter le pas. Cette liste ne va cesser de s'allonger parce que d'autres vont suivre et s'ajouter. Autant dire que l'annonce de Monsieur GELY devant les journalistes lors de l'installation de Madame GODEFROY a fondu comme neige au soleil puisque à ce jour, tous les départs en retraite de 2023 n'ont pas encore été remplacés. Ceux de 2024 n'en parlons pas et quant à ceux de 2025 je vous laisse imaginer...

Sur le terrain cette carence d'effectif se traduit par des services dégradés, des postes non pourvus, des postes non remplacés. Les services 2025 proposés aux agents font apparaître des postes non couverts, des heures supplémentaires à outrance, des suppressions de poste, des modifications d'organisation, et tout ceci au détriment de la sécurité. Le mal-être du personnel se fait sentir dans tous les secteurs, que ce soit les agents postés de la MAH, de la MAF, le CD, les brigades, les postes fixes.

Pour **FO JUSTICE, ce n'est pas aux agents de subir les lacunes et les carences de l'administration.**

Je n'oublie pas les Personnels Techniques en passe d'avoir la mise en place de la réforme courant 2025 travaillée par **FO JUSTICE** afin de les reconnaître à leur juste valeur.

Je n'oublie pas non plus et surtout les Personnels Administratifs qui ont des grilles indiciaires lamentables. C'est à leur tour de passer en catégorie B avec des grilles indiciaires en adéquation. Ces personnels se retrouvent avec des tâches supplémentaires et moins d'effectifs.

Je leur dis et leur assure qu'ils peuvent compter sur **FO JUSTICE.**

Il faut rappeler au prochain gouvernement que sans les Personnels Administratifs, Techniques et de Surveillance, le service public n'est plus assuré.

Et tout ceci avec toujours de plus en plus de surpopulation carcérale. Le profil des détenus a changé, beaucoup plus de détenus particulièrement difficiles avec des troubles psychologiques et psychiatrique souvent ingérables dans nos détentions normales. Des punaises de lit, des travaux qui n'en fissent plus au vu de la vétusté de l'établissement.

La situation était catastrophique en 2024, pour 2025 se sera bien pire.

Gérard TAILLEFER Secrétaire local **FO JUSTICE** le 06/12/2024

